

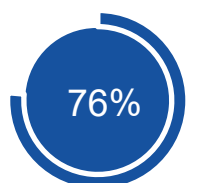
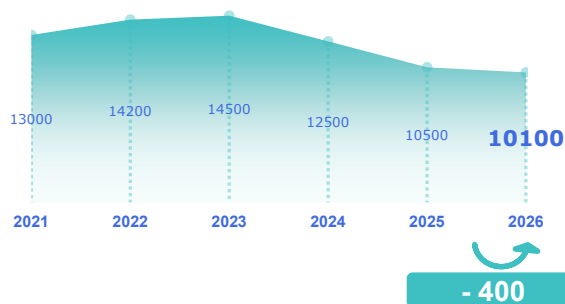


ENQUÊTE BESOINS EN MAIN-D'ŒUVRE 2026

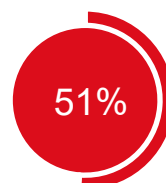
CLPE - LOIRE SUD

STATISTIQUES, ÉTUDES ET ÉVALUATION

Les projets de recrutement



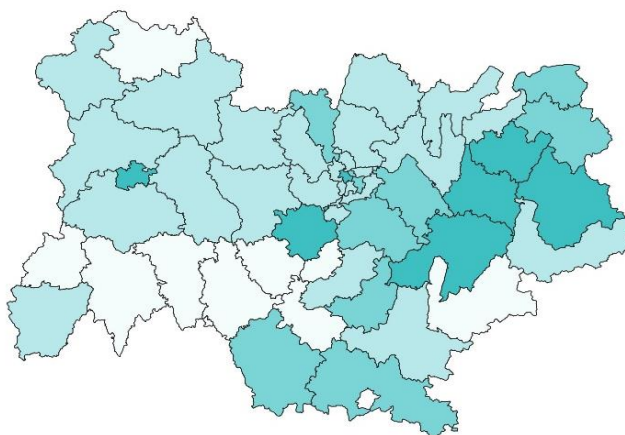
des projets ne
sont pas liés à
une activité
saisonnière



des projets sont
jugés difficiles à
réaliser par les
employeurs

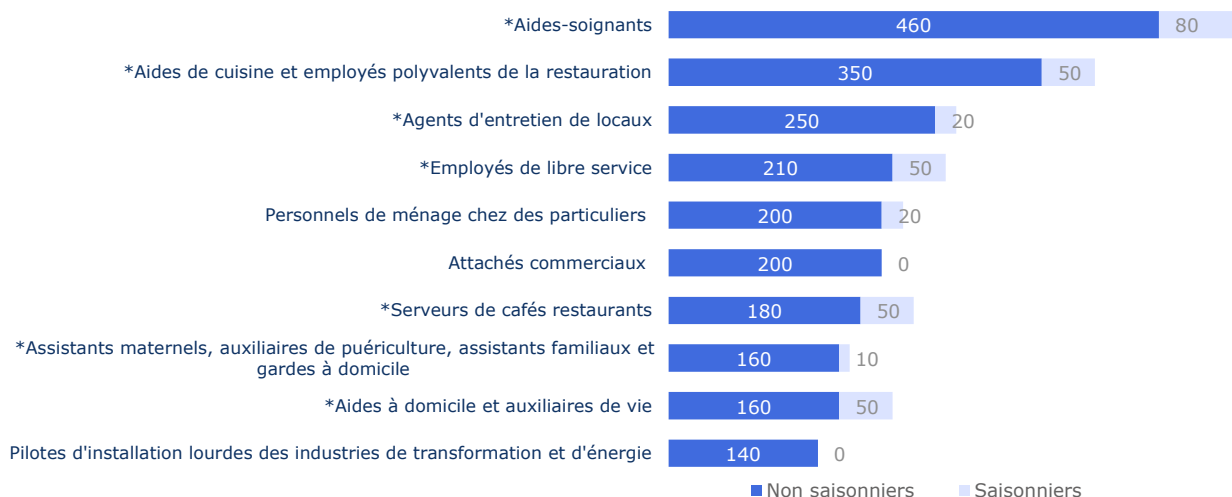
Répartition par CLPE

Nb projets 2026

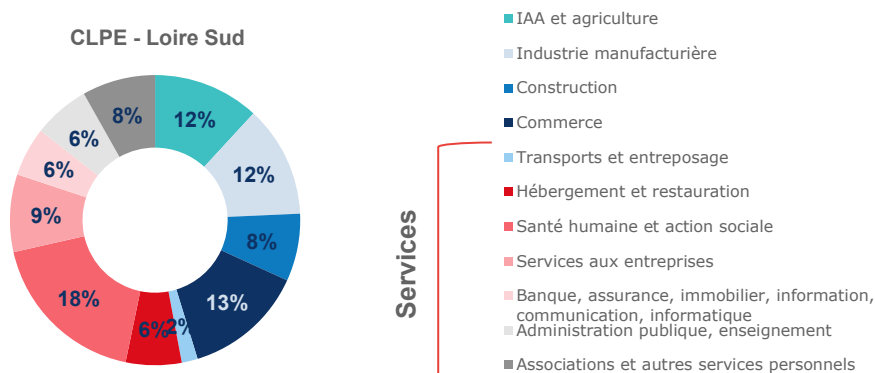


TOP 10 des métiers non saisonniers (H/F)

Les métiers précédés d'une * font également partie du TOP 10 des métiers non saisonniers régionaux.

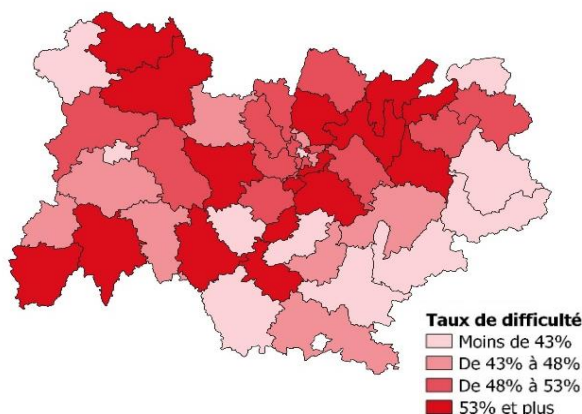


Répartition par secteur d'activité

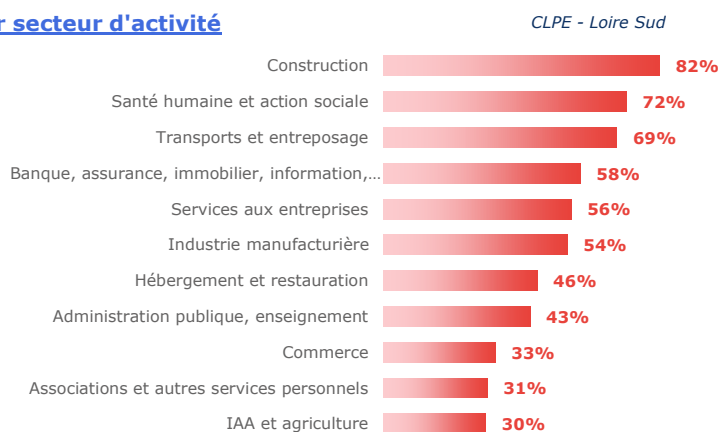


Les difficultés de recrutement

Part de projets jugés difficiles par CLPE



Par secteur d'activité



Les métiers difficiles à pourvoir

Métiers classés par taux de difficulté décroissant

	Projets 2026	dont difficiles	% difficiles	% saisonniers
			CLPE	Région
Ouvriers en travaux de façade, d'étanchéité et d'isolation	130	130	100%	72%
Ouvriers qualifiés des industries agro-alimentaires	100	100	100%	46%
Ouvriers qualifiés en conduite d'équipement d'usinage	110	110	97%	86%
Aides-soignants	540	470	87%	75%
Aides à domicile et auxiliaires de vie	210	170	83%	65%
Personnels de ménage chez des particuliers	230	170	75%	74%
Educateurs spécialisés et autres intervenants socio-éducatifs	110	80	75%	63%
Surveillants d'établissements scolaires et accompagnateurs des élèves en situation	120	90	73%	60%
Conducteurs routiers	110	70	67%	59%
Infirmiers et sages-femmes	130	80	61%	69%

Lecture: Ouvriers en travaux de façade, d'étanchéité et d'isolation est le métier qui présente le plus fort taux de projets jugés difficiles sur le territoire. 100% des projets de recrutement de ce métier sont jugés difficiles sur le territoire contre 72% au niveau régional. Par ailleurs, 0% des projets de ce métier dans ce territoire sont liés à une activité saisonnière.



EN SAVOIR +

Retrouvez l'ensemble des publications sur : www.observatoire-emploi-ara.fr

MÉTHODOLOGIE

Le champ de cette enquête est le même que celui de l'enquête 2025, soit :

- les établissements relevant de l'Assurance chômage,
- les établissements de 0 salarié ayant émis au moins une déclaration d'embauche au cours des 12 derniers mois,
- les établissements du secteur agricole,
- les établissements du secteur public relevant des collectivités territoriales (communes, régions...),
- les établissements publics administratifs (syndicats intercommunaux, hôpitaux, écoles...).

L'enquête porte donc sur l'ensemble des employeurs hors administrations de l'État (Ministères, Police, Justice...) et entreprises publiques (Banque de France...). Cette définition correspond au total à 270 000 établissements en Auvergne-Rhône-Alpes (extraits du répertoire SIRENE), dont 208 200 ont été interrogés cette année.

Près de 48 800 établissements ont répondu au questionnaire en Auvergne-Rhône-Alpes. Les résultats ont ensuite été redressés pour être représentatifs de l'ensemble des établissements de la région.

La reproduction des renseignements contenus dans cette étude est autorisée sous réserve d'en mentionner la source.